

OMS : le principe d'une mise sous tutelle en phase finale

écrit par Gilles La Carbona | 14 avril 2024



Le futur traité de l'OMS, qui doit être signé fin mai de cette année, est la consécration des folies du World Economic Forum de Davos.

La fameuse gouvernance mondiale, réalisée par des personnes non élues, contre l'avis des peuples, est en passe de voir le jour. Ils en rêvent et sont sur le point de réussir le transfert de toute souveraineté au profit d'un organisme privé, financé en partie par un milliardaire, Bill Gates, qui se voit comme un Dieu mais dont les pratiques et envies s'accorderaient plus avec celle d'un démon. Si ce traité devait être appliqué, il donnerait à l'OMS tous les pouvoirs et permettrait à cette officine de décider en lieu et place des États de ce qu'il faut faire, ou pas, lors d'une pandémie, mais pas uniquement. **Ses prérogatives pourraient s'étendre à des domaines bien plus larges, comme l'agriculture par exemple. Elle serait en capacité d'imposer des mesures pouvant aller jusqu'à l'obligation de confinement, de vaccination, sans pouvoir être contestée.** Il faut savoir que l'OMS a récemment modifié la notion de pandémie : il n'est en effet plus nécessaire qu'il y ait des morts. En gros, peut être déclarée comme telle, une maladie non létale mais présentée comme un risque majeur. En quoi serait-elle effrayante puisqu'elle ne tuerait pas ? Mystère, mais ce serait l'excuse pour fourguer des vaccins douteux et soumettre les peuples à une volonté supra nationale qu'ils ne contrôleront pas et sur laquelle ils n'auront aucun droit de regard ni de sanction.

La conception de liberté et de démocratie de ces gens est fabuleuse et s'expose sans retenue ni honte, écartée par le sacro-saint droit à la sécurité, qui, avec son dos large, peut englober tout et n'importe quoi, il suffit de faire peur et de marteler qu'un danger imminent nécessite des mesures de prévention pour que la machine infernale de l'OMS prenne les commandes du monde entier. **Comme si ce n'était pas assez, et pour mettre toutes les chances de leurs côtés, ils ont aussi changé le mode de scrutin pour l'adoption des traités. A présent la majorité simple est suffisante.** Bien entendu ce traité, s'il devait être accepté, devrait être ratifié par les parlements. Compte tenu de la situation en

France, non seulement on sait par avance que Macron le signera des deux mains, il en vante les mérites depuis si longtemps et en bon serviteur de Schwab et des néolibéraux, il se doit de suivre les consignes, **mais en plus nos parlementaires le valideront**. Ils ont accepté toutes les lois liberticides depuis le début de l'année, il n'y a pas de raison qu'ils rejettent cet accord. Régulièrement absents de l'hémicycle, plus préoccupés par leur petite personne que de nous protéger de l'arbitraire, où croyez-vous qu'ils seront ? Ailleurs. Ils n'iront pas siéger, comme d'habitude, trop contents de ne plus avoir à supporter la responsabilité de leurs erreurs, ils laisseront filer cette autonomie de décision vers cette nébuleuse pour nous dire, la main toujours sur le cœur, qu'ils vont nous défendre, mais après, bien entendu.

Heureusement, il y a certains pays qui ne l'entendent pas de cette oreille. Les États-Unis en tête se mettent en ordre de marche pour contrarier ce plan funeste. **L'État de Louisiane** vient de voter un projet de loi qui rejette la prise de pouvoir de l'OMS et du WEF. La future loi interdira à ces entités toute juridiction ou autorité. « **L'Organisation mondiale de la Santé, les Nations Unies et le Forum Economique Mondial n'auront aucune juridiction ni pouvoir au sein de l'État de Louisiane** ». A ceux qui auront comme argument pour vouloir signer ce torchon, la volonté de sauvegarder la santé des peuples et donc la nécessaire adhésion à ce nouveau traité, qu'ils se souviennent que l'OMS à ses débuts n'avait pas du tout la configuration qu'elle possède à présent. **Depuis que le financement n'est plus assuré par les Etats, mais par Bill Gates, l'organisme est soumis à des intérêts privés bien éloignés du sort réel des populations.** Ses actions sont contestées, à tel point que certains pays réagissent fortement par rapport à la période COVID et aux mesures qui ont été imposées, apparaissant aujourd'hui comme inutiles ou foncièrement dangereuses. **C'est le cas en Allemagne, ou tout le pays est**

secoué par une vague d'interrogations et de colères, sur les effets néfastes des vaccins. Les preuves que les autorités étaient parfaitement au courant des 2021 des conséquences graves de ces thérapies, voient le jour. En Angleterre le laboratoire Pfizer est mis en cause pour avoir dissimulé les effets des traitements, le parlement va enfin débattre de la surmortalité constatée depuis le déploiement de l'injection ARN. Les actions se multiplient un peu partout qui visent, non seulement à contester le bien-fondé des mesures et des produits qui nous ont été vendus comme indispensables, mais également du rôle hégémonique de l'OMS, pilotée par des personnes aux ambitions démesurées et à la morale douteuse. **N'oublions pas que le WEF répète que la population mondiale doit être réduite drastiquement.** Bien entendu en France l'omerta est de rigueur. Macron ayant déversé des millions aux médias pour qu'ils se taisent, on ne verra ces thèmes sur nos chaînes que lorsque les premières condamnations tomberont à l'étranger.

Dans les rangs des contestataires, on trouve des pays africains qui voient dans cette hégémonie de l'OMS, un retour du colonialisme, sous une forme plus insidieuse. Et pour cause, quand l'OMS décrétera les vaccinations, les Etats seront obligés d'acheter les doses à des entreprises privées désignées pour leurs produits « conformes ». L'OMS aura donc ainsi, la possibilité d'obliger les états à la dépense et de garantir des rentes à des entreprises privées sous formes de transferts massifs d'argent public, exactement ce qui s'est passé pendant la période Covid : des dizaines de milliards d'argent public européen pour acheter des doses dont on constate l'inefficacité totale contre la maladie. Rappelons qu'en mars 2022, la France vaccinée à 80 % était le pays le plus contaminé au monde.

Il est urgent de prendre conscience qu'un tel accord est dangereux pour la liberté et la démocratie et que cet organisme annule de fait toute souveraineté, faisant des

peuples des serviteurs à la solde d'individus qui ne seront encadrés et contrôlés par personne et qui auront toute latitude pour choisir en lieu et place de chaque Etat, ce qu'il est bon de faire. Tous les pays qui ont encore le souci de l'auto détermination devraient rejeter ce traité et même se désengager de cette organisation mafieuse. Nos représentants seraient bien inspirés de faire pression sur Macron pour qu'il ne fasse pas ratifier ce document, mais avec lui, une trahison peut en cacher une autre...

[Rassemblement du Peuple Français](#)

https://t.me/R_P_France

Par **Gilles La-Carbona** : secrétaire national du RPF au suivi de la vie parlementaire